

Le BULLETIN ne publie que les manuscrits acceptés par les SECTIONS et communiqués par les SECRETAIRES.

UNION REPUBLICAINE DE NEW-YORK

Dans sa dernière séance générale, l'Union Républicaine a voté à l'unanimité une résolution en faveur de la Commune de Paris.

Cette résolution porte, qu'en posant les principes de la décentralisation de l'état et du droit absolu de la Commune de se gouverner, dans tout ce qui se rattache à ses affaires locales, la Commune a bien mérité de la République ;

Qu'en combattant et en mourant pour le triomphe de ce principe, les citoyens de Paris ont bien mérité de l'humanité.

Dans la même séance, l'Union Républicaine a renouvelé son bureau.

Ont été élus, les citoyens :

Pelletier, président.
Drury, 1er v. prés.
Hubert, 2e v. prés.
Messant, secr. des séances.
Debuchy, secr. corresp.
St. Gaudens, trésorier.

Enfin, pour donner satisfaction aux nombreuses réclamations venant de diverses sections et d'un nombre considérable de membres de l'intérieur demandant tous la création d'un journal, il a été décidé :

Que le bureau aurait à aviser aux meilleurs moyens de donner satisfaction à ces réclamations ;

Qu'en conséquence, il aurait pleins pouvoirs pour prendre telles mesures qu'il croirait utiles pour transformer le Bulletin en un journal hebdomadaire, afin de donner au parti républicain socialiste un organe capable de défendre ses idées et ses intérêts.

L'EMPRUNT et LA REVUE.

Deux faits importants viennent de se passer en France : l'Emprunt et la Revue.

La presse réactionnaire est unanime dans l'interprétation qu'elle en fait. Tous les journaux voient dans le succès du premier une preuve de la vitalité de la France et de la confiance qu'éprouve le pays dans le gouvernement de M. Thiers.

La revue d'une armée de 100,000 hommes, leur paraît un fait non moins significatif. Elle prouve que les soldats sont, le cas échéant, tout prêts à faire encore ce qu'ils viennent de faire pour défendre le principe d'autorité sur lequel s'appuie le gouvernement.

Nous ne partageons point cette manière de voir et de juger les événements.

L'emprunt, précisément à cause des résultats presque incroyables qu'il a donnés, fait ressortir davantage combien l'aristocratie d'argent a peu de patriotisme et combien il a de haine contre le prolétariat.

Au moment de l'invasion, quand le sol de la patrie, foulé par des ennemis sauvages, saignait par ses nombreuses et profondes blessures, sa gloire passée, il fut fait appel au crédit public pour arrêter nos malheurs et réparer nos désastres. Les ouvriers des villes, qui ont toujours été le peuple patriote et dévoué, apportèrent seuls leurs épargnes. Les capitalistes restèrent inertes-spectateurs de nos défaites. Ils ne donnèrent ni un homme ni un écu.

Pourquoi ? Elle comprenait que la France repoussant l'invasion aurait été immédiatement républicainisée, que la nation aurait acclamé comme gouvernement définitif, la République avec toutes ses conséquences sociales : c'est-à-dire, éducation du peuple,

suppression du monopole, augmentation du crédit, de la production, etc., etc

C'est ce qu'ils ne pouvaient admettre, aussi furent-ils tous hostiles à la république, et c'est à leur hostilité qu'il faut faire remonter la cause de nos revers.

Aujourd'hui la position est différente : Paris détruit et désarmé, la République est détruite. Si le nom reste, le principe est abattu. Pour eux, Thiers est la plus haute expression de la compression brutale. Cet homme aux expédients terribles, n'ayant ni honneur ni conscience, leur donne toute la sécurité et toute la garantie qu'ils peuvent désirer. Aussi les bourses se délient, les fonds arrivent en abondance, et les mêmes hommes qui ne pouvaient trouver quelques millions pour sauver l'honneur de leur pays trouvent des milliards pour payer sa honte.

C'est pour remercier ces Messieurs d'un si magnifique appui à sa politique que M. Thiers leur donne le spectacle d'une revue de 100,000 hommes à Longchamp. En faisant défiler devant l'aristocratie ces vaillants champions de la civilisation, on lui montrait que le sang des Parisiens avait pu laver la honte de nos généraux et hommes d'état si prompts à capituler devant les Prussiens. Puis, par une ovation triomphale aux soldats, on leur prouvait que les honnêtes gens avaient pour eux les plus vives sympathies, et qu'ils leur étaient reconnaissants des infamies commises pour leur compte.

Hélas ! pendant qu'on leur improvisait ainsi un triomphe impie, on était en Allemagne le retour dans leur foyer des soldats victorieux sur tous les champs de bataille où s'étaient opérés nos défaites. Quel triste contraste.

Nos soldats ne s'y sont pas trompés, ils ont compris combien leur triomphe était mensonger et la jactance de nos généraux ridicule. Ils n'ont pu se défendre d'un sentiment de regret et même de remords en pensant combien tout aurait été différent si, au lieu d'assiéger Paris, de combattre ces patriotes qu'on venait de leur faire égorger impitoyablement, on les avait conduits côte à côte avec eux se battre contre l'ennemi envahisseur qui leur a tout pris, même l'honneur pillaire, dont le soldat français s'est toujours montré si orgueilleux. Aussi étaient-ils tristes et silencieux, et n'ont-ils proféré aucun cri. Eux seuls comprenaient l'humiliation du pays et se demandaient combien de temps encore, en France, le citoyen enragé resterait, sous peine de mort, dans la nécessité de remplir les fonctions de bourreau du peuple.

Ce sont ces réflexions qu'ont dû se faire tous les soldats, qui les ont amenés à protester par le seul moyen en leur pouvoir contre les lâchetés et les trahisons de nos capitulaires. Ils ont donc, aux élections, voté pour Gambetta, le seul qui, dans le gouvernement de la Défense nationale, n'avait jamais désespéré de la patrie malgré nos désastres réitérés.

Puisse-ils tous conserver le souvenir de la terrible leçon des derniers événements, et ne plus se laisser à l'avenir conduire comme des machines par des généraux qui, sans amour du pays, n'ont que des intérêts à défendre et des rançunes à satisfaire.

Puisse aussi Gambetta comprendre et profiter de ses dernières erreurs : et, par une conduite franchement radicale, se faire pardonner les fautes commises par son manque de foi dans la force révolutionnaire du parti républicain socialiste. Sa conduite future nous donnera la mesure de son dévouement. C'est là que nous l'attendons pour l'apprécier et le juger définitivement.

Espérons donc, ayons confiance dans l'avenir. Le jour de la réparation ne saurait se faire attendre longtemps. Le programme que la Commune a posé ne peut manquer de donner une impulsion plus puissante à l'idée qui se détache des derniers événements.

Malgré tous les efforts faits par l'aristocratie d'argent pour soutenir la vieille organisation, elle croulera bientôt. L'insurrection de Paris l'a ébranlée d'une façon qui ne permet aucun replâtrage ; elle a craqué de toutes parts, et malgré la quantité de bons du Trésor ou de rentes qu'on pourra fabriquer, on ne parviendra jamais à boucher les lézards qui sillonnent tout l'édifice.

La répression violente de la Commune, bien loin de

comprimer l'idée, n'a fait que lui donner plus d'expansion. Paris seul était socialiste, son martyre a fait des millions de prosélytes qui n'attendent que le jour favorable pour affirmer ouvertement leur sympathie pour les vaincus et leur mépris pour les vainqueurs.

ENCORE

Les Héros de Versailles.

Dans le précédent numéro de notre Bulletin, nous avons dit que les assassinats horribles que les héros de l'armée versaillaise avaient commis sur la population parisienne avaient été publiés par les journaux anglais, qui seuls, disent la vérité.

Nous avons omis aussi avec intention les faits les plus ignobles, par pudeur pour le nom français ; car il est triste d'être obligé d'avouer qu'on n'avait pas vu encore un égorgement général aussi féroce et aussi immonde que celui qui a été exécuté par l'horrible Mac Mahon et ses bouchers.

On comprend que l'on tue ses ennemis dans l'ardeur du combat, mais égorger froidement des hommes désarmés, qui sont sans défense et ne peuvent plus rien contre vous, des pères de famille, des femmes, des enfants, qui, la lutte finie ne songent ni ne peuvent la recommencer ! et les tuer par centaines, par milliers à la fois ?

Non ! Jamais horreur pareille ne s'était vue ! Les soldats qui fuient et se rendent par milliers au lieu de défendre leur pays de l'invasion, ont été, dans tous les temps et chez tous les peuples, des misérables lâches capables de toutes les bassesses, mais jamais encore l'histoire n'avait eu à enregistrer des crimes aussi nombreux et commis aussi lâchement que ceux que M. Thiers a ordonnés.

Que ceux qui ont le tempérament de glorifier leur nouvelle St. Barthelemy, les haut et les abreuvent. Pour nous, nous ne cesserons de les flétrir, de les maudire et de les livrer à la vindicte publique chaque fois que l'occasion s'en présentera.

Voici de nouveaux faits qui donneront à nos lecteurs une idée exacte de ce qui s'est passé à Paris, et de la mansuétude des héros chargés de sauver la civilisation.

Nous hésitions à publier les faits contenus dans notre dernier Bulletin, tant ils nous paraissaient exagérés, impossibles.

Aujourd'hui, ils sont confirmés par les journaux de M. Thiers.

Au lecteur de les apprécier et de se souvenir,

Le Marquis de Galifet escorte une colonne de prisonniers à Versailles ou à Satory. Arrivé à l'Arc-de-Triomphe, il en fait sortir quatre-vingt-deux des rangs et les fait passer par les armes. Puis vient un convoi de vingt pompiers, — également fusillés. Puis douze femmes, dont une de 70 ans.

Dans un autre endroit, notre correspondant va se heurter à quatre-vingt cadavres empilés les uns sur les autres. C'est un amas de bras, de jambes, de faces tordues par l'agonie, pendant que les rues et les ruisseaux regorgent littéralement de sang.

Dans ces exécutions en masse et sommaires de prisonniers, par lots de cinquante à cent, non-seulement des innocents doivent périr avec des coupables, mais beaucoup doivent porter la peine de crimes imaginaires.

Quand nous entendons parler de pompiers fusillés pour avoir lancé du pétrole au lieu d'eau sur les édifices en flammes, nous ne pouvons nous empêcher de nous demander si ces malheureux ne sont pas tombés

victimes de quelque étrange erreur. Une quantité inouïe d'eau, jetée sur un immense incendie, ne peut qu'entretenir le feu au lieu de l'éteindre. Il y a là un fait d'ordre physique.

Mais, admettons que ces hommes soient coupables, et improbable cependant que la chose nous paraît ; on n'a pas pris le temps de prouver leur crime ; il n'y a rien de certain... que leur exécution !

Si le peuple français, dans les désastres qui sont venus fondre sur lui, peut trouver quelque consolation à attribuer ses malheurs à des mains étrangères, nous lui laisserons le bénéfice de cette triste excuse ; mais qu'il se souvienne que le sang répandu par les troupes de Versailles ne peut être rejeté sur aucun étranger : car le marquis de Gallifet et les autres officiers qui exercent des commandements à Paris, sont sûrement Français, et Français sont également les membres de l'Assemblée qui n'ont pas en une parole de blâme pour "la plus belle armée que la France ait jamais possédée !"

Chaque jour nous révèle de nouvelles atrocités. Les vengeances personnelles ont été sauvages.

Il y a des femmes qui assiégent les cours martiales. Leur furie devient même et insupportable pour ceux dont le métier consiste à recueillir des dénonciations, qu'ils ont fait arrêter plusieurs de ces bonnes âmes qui demandent qu'on fusille tout leur quartier.

Maintenant on a cette chance de n'être plus fusillé au pied levé. Mais à la première heure, quelles scènes ont dû se passer ! Quo de basses rancunes, sous prétexte de punir des incendiaires, se sont assouvies !

Il y a des faits inouïs. L'acteur Touzé, du Châtelet, jouait souvent des rôles militaires. On a trouvé chez lui une culotte rouge, — fusillé !

À Montmartre, le 31 mai, on a encore fusillé, sans donner de raisons, une jeune fille de 16 ans !

Un chirurgien de l'armée disait n'avoir pas vu un seul blessé fédéré. Tous ont été achevés. Ceux même qu'on amenait jusqu'à l'ambulance étaient achevés à la porte !

A Passy, qu'on ne comptait pas comme un des lieux d'exécution, il y a plus de 1,200 cadavres !

Un officier supérieur de l'armée évaluait à plus de 15,000, le nombre de gardes nationaux fusillés !

M. Thiers dit que la loi sera appliquée pour les autres. Rendra-t-il la vie à ceux-là ?

Le 1er juin, sur les boulevards, les soldats entraînaient Frédéric Morin, qui est certes bien le plus paisible et le plus inoffensif des hommes. Il y avait à cette heure sur les boulevards toute la foule des petits crévés, de cette population lâche qui avait fui devant la Commune, cruelle maintenant par conséquent, et, sans connaître Morin, uniquement parce qu'il était arrêté, criaient en lui montrant le poing : — Ah ! canaille ! fusillez-le vite !

Au Père Lachaise, on amène cent-quarante-cinq personnes et on les range le long du mur du cimetière dans le coin le plus éloigné de la ville. Là, elles sont livrées à un peloton d'exécution.

On voit dans ce groupe une quinzaine de femmes et six ou huit enfants.

L'exécution de ces 145 personnes ne demanda pas trois minutes, et toutes celles qui n'étaient que blessées furent achevées immédiatement.

Deux heures après environ, un jeune garçon d'une douzaine d'années se relève du milieu des cadavres amoncelés en cet endroit : il s'était probablement évadé au moment d'une exécution et ne paraissait atteint d'aucune blessure.

Il se mit aussitôt à demander grâce et à appeler sa mère en pleurant.

L'officier qui commandait le peloton ordonna à trois de ses hommes de fusiller cet enfant, ce qui fut exécuté immédiatement.

Tous les cadavres des malheureux qu'on conduit par charrettes au champ du repos n'ont pas été ramassés sur les barricades. Un grand nombre de prisonniers faits dans les derniers jours du combat, ont été conduits à La Roquette. Là, deux cours martiales sont établies et fonctionnent sans relâche, l'une dans la prison des jeunes détenus, l'autre au dépôt des condamnés.

Les malheureux qui sont condamnés sont immédiatement livrés à un peloton d'exécution qui, dans la cour même, satisfait la justice des hommes.

Les cadavres sont chargés dans une voiture. Quelquefois les hommes de service attendent qu'il y ait sur le pavé assez de victimes pour les jeter pile-mêle dans

la voiture ; puis on les recouvre d'un drap mortuaire qui, souvent, ne les cache pas en entier aux yeux de la foule qui encombre la rue sur le passage des convois, et on les mène au Père Lachaise. Là, une immense fosse commune est prête à les recevoir.

Pour éviter les dangers de la putréfaction d'un grand nombre de cadavres, on les recouvre de chaux.

Parfois ces charrettes rencontrent un convoi civil ; devant celui-ci, la foule se découvre silencieusement. Devant les fusillés, aucun signe de compassion, de pitié ; ceux qui, pendant la guerre, étaient leurs ennemis, ne les plaignent pas, et leurs partisans, s'ils en ont encore, craindraient de se compromettre.

Des prisonniers sont amenés fréquemment encore à La Roquette ; qui sait si une heure après, leurs cadavres ne sont pas portés au Père Lachaise ?

Dans tout ce quartier, on sent une puanteur extrême, c'est la décomposition, la mort qu'on y respire. Hier, deux cadavres de fédérés y gisaient encore ; ils étaient là depuis trois jours.

Dans la matinée, 32 communiers avaient été fusillés contre la maison qui porte le numéro 113, et qui fait le coin de la rue de La Roquette et de la place Voltaire. Quand nous y passions, à deux heures, on était en train de laver la mare de sang qui marquait le lieu de l'exécution.

Le 19 mai, M. Thiers avait une entrevue avec les délégués du Conseil municipal d'Angers. Il disait alors "qu'il limiterait le plus possible l'effusion du sang."

Les délégués lui dirent que "tout le parti libéral du pays répugnait à la répression à outrance."

C'est sans doute pour ce motif que cent mille hommes ont été fusillés et emprisonnés.

M. Thiers peut appeler son gouvernement du nom que bien lui semble. Il lui est défendu de l'appeler le gouvernement de l'opinion publique.

Où allons-nous ? où allons-nous avec de tels hommes ? Telle est la douloureuse question que nous posons.

LE DERNIER NUMERO

DU

JOURNAL OFFICIEL DE LA COMMUNE

Le mercredi 24 mai, 4 prairial an 79, alors que l'armée de Thiers occupait déjà une partie de Paris, la Commune, retranchée derrière ses barricades, faisait tirer, à l'imprimerie de la rue Vieille-du-Temple, un dernier numéro du *Journal Officiel*, qu'un membre de l'Union nous a communiqué.

On y trouve le compte-rendu de la séance de la Commune du 1er prairial, où fut prononcé l'acquiescement du citoyen Cluseret : comprenant trop étendu pour être inséré dans notre *Bulletin* ; puis les documents et les faits suivants :

PARTIE OFFICIELLE

Paris, le 23 Mai 1871.

Que tous les bons citoyens se lèvent !
Aux barricades ! L'ennemi est dans nos murs !
En avant ! pour la République, pour la Commune et pour la Liberté !

AUX ARMES !

Paris, le 3 prairial an 79.

Le Comité de Salut public.

Ant. Arnaud, Billoray, E. Eudes, F. Gambon et Ranvier.

Le Comité de Salut public autorise les chefs des barricades à requérir l'ouverture des portes des maisons là où ils le jugeront nécessaire ;

A réquisitionner pour leurs hommes tous les vivres et les objets utiles à la défense, dont ils feront récépissé et dont la Commune fera état à qui de droit.

Paris, le 3 Prairial an 79.

Le membre du Comité de Salut public.

G. Ranvier.

Soldats de l'armée de Versailles.

Le peuple de Paris ne croira jamais que vous puissiez diriger contre lui vos armes quand sa poitrine

touchera les vôtres ; vos mains reculeront devant un acte qui serait un véritable fratricide.

Comme nous, vous êtes prolétaires ; comme nous, vous avez intérêt à ne plus laisser aux monarchistes conjurés le droit de boire votre sang comme ils boivent vos sueurs.

Ce que vous avez fait au 18 Mars, vous le ferez encore, et le peuple n'aura pas la douleur de combattre des hommes qu'il regarde comme des frères, et qu'il voudrait voir s'asseoir avec lui au banquet civique de la Liberté et de l'Égalité.

Venez à nous, frères, venez à nous ; nos bras vous sont ouverts.

3 prairial an 79.

Le Comité de Salut public.

Soldats de l'armée de Versailles.

Nous sommes des pères de famille,

Nous combattons pour empêcher nos enfants d'être, un jour, courbés comme vous sous le despotisme militaire.

Vous serez un jour pères de famille ;

Si vous tirez sur le Peuple aujourd'hui, vos fils vous maudiront, comme nous maudissons les soldats qui ont déchiré les entrailles du Peuple en Juin 1848 et en Décembre 1851.

Il y a deux mois, au 18 Mars, vos frères de l'armée de Paris, le cœur ulcéré contre les lâches qui ont vendu la France, ont fraternisé avec le Peuple ; imitez-les.

Soldats, nos enfants et nos frères, écoutez-bien ceci, et que votre conscience décide :

Lorsque la consigne est infâme, la désobéissance est un devoir.

3 prairial an 79,

Le Comité central.

Citoyens,

La porte de St. Cloud, assiégée de quatre côtés à la fois par les feux du Mont Valérien, de la butte Mortemar, des Moulinaux et du fort d'Issy, que la trahison a livrée, la porte de St. Cloud a été forcée par les Versaillais, qui se sont répandus sur une partie du territoire parisien.

Ce revers, loin de nous abattre, doit être un stimulant énergique. Le Peuple qui détrône les rois, qui détruit les Bastilles ; le Peuple de 89 et de 93, le Peuple de la Révolution ne peut perdre en un jour le fruit de l'émancipation du 18 Mars.

Parisiens, la lutte engagée ne saurait être désertée par personne, car c'est la lutte de l'avenir contre le passé, de la Liberté contre le despotisme, de l'Égalité contre le monopole, de la Fraternité contre la servitude, de la Solidarité des peuples contre l'égoïsme des oppresseurs.

AUX ARMES !

Donc, AUX ARMES ! Que Paris se hérisse de barricades, et que, derrière ces ramparts improvisés, il jette encore à ses ennemis son cri de guerre, cri d'orgueil, cri de défi, mais aussi cri de victoire car Paris, avec ses barricades, est inexpugnable.

Que les rues soient toutes décapées ; d'abord, parce que les projectiles ennemis, tombant sur la terre, sont moins dangereux ; ensuite, parce que ces pavés, nouveaux moyens de défense, devront être accumulés de distance en distance, sur les balcons des étages supérieurs des maisons.

Que le Paris révolutionnaire, le Paris des grands jours fasse son devoir : la Commune et le Comité de Salut public feront le leur.

Hôtel de Ville, 2 prairial an 79.

Le Comité de Salut public.

Paris, 2 prairial an 79.

L'ennemi s'est introduit dans nos murs plutôt par la trahison que par la force : le courage et l'énergie des Parisiens le repousseront.

A l'heure où toutes les grandes communes de la France entière se révoltent pour la revendication de leurs libertés, pour se fédérer entre elles et avec Paris, Paris, la ville sainte, le foyer de la Révolution et de la civilisation n'a rien à redouter.

La lutte est rude, soit ; mais n'oublions pas que c'est la dernière, que c'est le suprême effort de nos ennemis.

A ces hommes que rien n'a pu instruire, à ces hommes qui ne tiennent compte ni de la grande Révolu-

tion, ni de 1830 ; à ces hommes qui ont oublié les lattes de 1848, les hontes de décembre 1851 et de Sécan ; qui ne savent pas même se souvenir du 4 septembre, des journées du siège et du 18 Mars, nous allons donner la grande leçon de prairial de l'an 79 !

Ouvrons nos rangs à ceux que les Versaillais ont enrôlés de force et qui veulent s'unir à nous pour défendre la Commune, la République, la France.

Mais pas de pitié pour les traîtres, pour les complaisants de Bonaparte, de l'Avre et de Thiers.

Tout le monde aux barricades. Tous doivent travailler, de gré ou de force, à les construire.

Tous ceux qui peuvent manier un fusil, pointer un canon ou une mitrailleuse, doivent les défendre.

Que les femmes elles-mêmes s'unissent à leurs frères, à leurs pères et à leurs époux.

Celles qui n'auront pas d'armes soigneront les blessés et monteront des pavés dans leurs chambres pour écraser l'envahisseur.

Que le tocsin sonne ; mettez en branle toutes les cloches et faites tonner tous les canons tant qu'il restera un seul ennemi dans nos murs.

C'est la guerre terrible, car l'ennemi est sans pitié ; Thiers veut écraser Paris, fusiller ou transporter tous nos gardes nationaux ; aucun d'eux ne trouvera grâce devant ce proscriptionneur souillé par toute une vie de crimes et d'attentats à la souveraineté du Peuple.

Tous les moyens seront bons pour lui et ses complices.

La victoire complète est la seule chance de salut que nous laissons cet ennemi implacable.

Par notre accord et notre dévouement, assurons la victoire.

Aujourd'hui, que Paris fasse son devoir ; demain, la France entière l'imitera.

Citoyens,

Les Versaillais doivent comprendre à l'heure qu'il est, que Paris est aussi fort aujourd'hui qu'hier.

Malgré les obus qu'ils font pleuvoir jusqu'à la porte St. Denis sur une population inoffensive, Paris est debout, couvert de barricades et de combattants !

Loïn de répandre la terreur, leurs obus ne font qu'exalter davantage la colère et le courage des Parisiens !

Paris se bat avec l'énergie des grands jours !

Malgré les efforts désespérés de l'ennemi, depuis hier il n'a pu gagner un pouce de terrain.

Partout il est tenu en échec ; partout où il ose se montrer, nos canons et nos mitrailleuses sèment la mort dans ses rangs.

Le Peuple, surpris un instant par la trahison, s'est retrouvé, les défenseurs du droit se sont comptés, et c'est en jurant de vaincre ou de mourir pour la République qu'ils sont descendus en masse aux barricades !

Thiers a juré d'égorger la République, Paris a juré de la sauver.

Nou ! un nouveau 2 décembre n'est plus possible, car, fort de l'expérience du passé, le peuple préfère la mort à la servitude.

Que les hommes de Septembre sachent bien ceci : le peuple se souvient. Il a assez des traités et des lâches qui, par leurs défections honteuses, ont livré la France à l'étranger.

Déjà les soldats, nos frères, reculent devant le crime qu'on veut leur faire commettre.

Un grand nombre d'entre eux est passé dans nos rangs.

Leurs camarades vont suivre leur exemple.

L'armée de Thiers se trouvera réduite à ses gendarmes. — Nous savons ce que veulent ces hommes et pourquoi ils combattent.

Entre eux et nous, il y a un abîme !

AUX ARMES !

Du courage, citoyens, un suprême effort et la victoire est à nous !

TOUT POUR LA REPUBLIQUE !

TOUT POUR LA COMMUNE !

(La rédaction de PARIS-LIBRE.)

Qui est responsable ?

Voici un document qui sera d'une grande importance quand le moment sera venu de discuter avec calme et de faire la part équitable envers les responsabilités.

Lorsque l'armée de Versailles eut franchi l'enceinte de Paris, et avant que la lutte suprême s'engageât dans la ville même, où elle devait amener de si effroyables désastres, le Comité Central proposa une dernière fois, les bases de pacification qu'on va lire.

L'avenir nous apprendra dans quel but elles furent repoussées, au risque des malheurs que devait inévita-

blement entraîner l'exécution des résolutions désespérées dont on était prévenu.

Au moment où les deux camps se recueillent, s'observent et prennent leurs positions stratégiques ;

A cet instant suprême où toute une population arrivée au paroxysme de l'exaspération, est décidée à vaincre ou à mourir pour le maintien de ses droits ;

Le Comité Central veut faire entendre sa voix.

Nous n'avons lutté que contre un ennemi : la guerre civile. Conséquents avec nous-mêmes, soit lorsque nous étions une administration provisoire, soit depuis que nous sommes entièrement éloignés des affaires, nous avons pensé, parlé, agi dans ce sens ;

Aujourd'hui et pour la dernière fois, en présence des malheurs qui pourraient fondre sur tous,

Nous proposons à l'héroïque Peuple armé qui nous a nommé, nous proposons aux hommes égarés qui nous attaquent la seule solution capable d'arrêter l'effusion du sang, tout en sauvegardant les droits légitimes que Paris a conquis ;

1° L'Assemblée nationale, dont le rôle est terminé, doit se dissoudre ;

2° La Commune se dissoudra également ;

3° L'armée dite régulière quittera Paris, et devra s'éloigner d'au moins 25 kilomètres ;

4° Il sera nommé un pouvoir intérimaire composé des délégués des villes de 50,000 habitants. Ce pouvoir choisira parmi ses membres un gouvernement provisoire qui aura la mission de faire procéder aux élections d'une Constituante et de la Commune de Paris ;

5° Il ne sera exercé de représailles, ni contre les membres de l'Assemblée, ni contre les membres de la Commune pour tous les faits postérieurs au 18 mars.

Voilà les seules conditions acceptables.

Que tout le sang versé dans une lutte fratricide retombe sur la tête de ceux qui les repousseraient.

Quant à nous, comme par le passé, nous remplirons notre devoir jusqu'au bout.

(Suivent les signatures d'une quarantaine de membres du Comité central.)

Qui a refusé la paix ? Versailles !!!

AUX FRANCS-MAÇONS

de tous les Rites et de tout grade.

Frères,

La Commune, défenseur de nos principes sacrés, vous appelle à elle.

Vous l'avez entendue, et nos bannières vénérées sont déchirées par les balles et brisées par les obus de ses ennemis.

Vous avez répondu héroïquement ; continuez, avec l'aide de nos frères de tous les compagnonnages.

L'instruction que nous avons reçue dans nos respectables ateliers dictera à chacun de nous, le devoir sacré que nous avons à remplir.

Heureux ceux qui triompheront ; glorieux ceux qui succomberont dans cette lutte sainte !

Association Internationale des Travailleurs.

L'Association Internationale des Travailleurs, dans sa séance extraordinaire du 20 mai, a adopté les résolutions suivantes :

Où :

Les explications des citoyens de l'Internationale, membres de la Commune, appréciant la parfaite loyauté des motifs qui ont présidé à leur action, les invite, tout en sauvegardant les intérêts de la cause des travailleurs, à faire tous leurs efforts pour maintenir l'unité de la Commune, si nécessaire au triomphe de la lutte contre le gouvernement de Versailles.

Les approuve d'avoir réclamé la publicité de ses séances, et la modification de l'article 3 de l'arrêté qui institue le Comité de Salut public, lequel rend impossible tout contrôle sur les actes du pouvoir exécutif, autrement dit, de ce Comité de Salut public et des délégations.

Les sections dont les noms suivent assistaient à la séance :

- | | |
|-------------------------|--------------------|
| Stéphenson. | Gobelins. |
| Récollets. | Ecole de Médecine. |
| Yangirard. | Château Rouge. |
| Batignolles. | Hôpital Louis. |
| Popincourt. | Verbois. |
| Conrannes. | Ternes. |
| Montrouge. | La Gare et Bercy. |
| Marmites. (3 groupes.) | Céramique. |
| Gr. Car. de Montmartre. | La Vilette. |

Richard Lenoir, Poissonnière, XIII^e arrondissement, Acacias, Cordonniers, Cercle des études sociales, Duval, Relieurs, Opticiens, Faubourg du Temple.

Etaient présents les citoyens : Avrial, Thiaz, Serpillier, J. Duval, Leo Frankel et Ostyn, membres de la Commune.

S'étaient fait excuser : Johannard, Malon et Varlin.

Pour l'Assemblée,
Le président, BASTELICA.
Le secrétaire, HAMET.

RAPPORT MILITAIRE.

2 prairial an 79. (22 mai 1871.)

Les projectiles continuant à pleuvoir, ils arrivent jusqu'à la place du nouvel Opéra, où plusieurs passants ont été blessés.

Au haut de la rue d'Amsterdam, la fusillade est très vive.

Vers Batignolles, les engagements durent depuis ce matin, mais les Versaillais semblent perdre du terrain. Il n'en est pas de même aux abords du quartier St. Honoré.

De ce côté, la lutte devient plus ardente à chaque instant.

Rue du Helder, les balles arrivent et viennent briser l'angle des maisons.

Aux Champs Elysées, on se bat avec acharnement. Le centre de Paris se hérissé de barricades.

Toutes les voies sont barrées et la circulation est interdite.

Les Halles sont devenues une véritable place d'armes.

Il en est de même de la place du Château d'Eau. Une forte barricade ferme l'entrée de la rue Béranger.

On en bâtit sous les portes St. Martin et St. Denis. La place de la Bourse est gardée militairement.

UN OBUS VERSAILLAIS A MIS LE FEU A L'HOTEL DE LA MARINE.

On travaille activement à l'éteindre. Un obus est tombé à l'hôtel des postes.

Raoul Rigault n'est pas mort, comme le bruit en avait couru ce matin.

Il est à la tête de son bataillon. On affirme que dans Montmartre on a tiré sur les félicités.

Les maisons d'où étaient partis les coups de feu ont été foillées, et les individus pris en flagrant délit ont été arrêtés.

Les rues Feydeau et Vivienne ont été visitées par les obus Versaillais.

Un obus est venu éclater à l'angle de la rue du Croissant.

Plusieurs personnes ont été blessées, fort légèrement heureusement.

Passage des Panoramas, trois obus sont tombés successivement à huit heures. Un bec de gaz a été brisé. Un garçon de marchand de vins a été blessé.

Une notable partie des troupes versaillaises est entrée dans Paris par les bateaux-mouches.

Elles ont débarqué au-dessus du pont de Grenelle avec l'aide des bataillons qui avaient pris cette position.

De là, les soldats de M. Thiers ont gagné le Trocadéro.

MONTMARTRE ET BATIGNOLLES

La butte Montmartre n'est pas restée inactif cette nuit.

Elle a canonné sans relâche toutes les positions des Versaillais, tirant à la fois sur le collège Chaptal, sur l'église de l'Assomption, sur la caserne de la Pépinière et répondant au feu du Trocadéro.

De ce côté, les avant-postes versaillais sont au nouveau collège Chaptal.

A l'angle de la rue de Rome et du boulevard, les soldats de M. Thiers ont élevé une barricade qui ne tiendra probablement pas longtemps.

Des maisons voisines, qui ont été crénelées et fortifiées, les fédérés tirent incessamment sur les défenseurs de cet obstacle et leur font subir de sérieuses pertes.

Les deux quartiers de Batignolles et de Montmartre sont formidablement défendus.

J'ai pu arriver jusqu'à la mairie qui est très fortement occupée.

Les enfants, les femmes y ont travaillé pendant toute la journée.

Nous avons vu, dans une des rues transversales du faubourg du Temple, un de ces ouvrages entièrement élevé en quelques heures par une vingtaine d'enfants dont le plus âgé n'avait pas quatorze ans.

Vermorel et Lefrançais sont au milieu des bataillons fédérés.

Un peu plus loin, je rencontre La Cécilia, puis Cluseret.

Ce dernier prend dix hommes et pousse une reconnaissance jusqu'à quelques mètres du collège Chaptal. Je ne puis détailler ici chaque barricade.

Il y en a à tous les coins de rue, mais il y en a une qui mérite une mention particulière.

Elle s'élève sur la place Blanche. Elle est parfaitement construite et défendue par un régiment de femmes, cent vingt environ.

Au moment où j'arrive, une garde noire se détache de l'enfoncement d'une porte cochère.

C'est une jeune fille, avec un bonnet phrygien sur l'oreille, le chassepot à la main, la cartouchière aux reins.

— Halte là ! citoyen ! on ne passe pas. Je m'arrête, étonné ; j'exhibe mon laissez-passer, et la citoyenne me permet d'arriver jusqu'au pied de la redoute.

Le général Cluseret est là, il félicite les citoyennes. Toute la nuit, des engagements d'avant-postes ont eu lieu sur les hauteurs.

Ils n'ont présenté rien de sérieux, et on n'a pas eu de pertes sérieuses à déplorer.

Mais ce matin, les Versaillais ont tenté un mouvement tournant.

De la gare de l'Ouest, (Batignolles), ils sont descendus, par le chemin de fer de Ceinture, jusqu'à la gare du Nord, (La Chapelle).

Le mouvement étant prévu, toutes les dispositions avaient été prises, et Cluseret s'est trouvé là pour les recevoir.

Ils ont été obligés de se replier. De ce côté, du reste, la défense est formidable.

Place Ornano, il y a une barricade avec fossés, contre-escarpes, qui est une véritable redoute.

Huit pièces de 12 composent son armement. Elle défend le faubourg Poissonnière, le boulevard Magenta et les deux branches du boulevard extérieur.

Au moment où je la quitte, elle ouvre un feu très nourri sur les maisons occupées par l'armée de Thiers.

LES INFAMES

Rue Notre Dame de Lorette, un garde national a été grièvement blessé par une balle partie de derrière une persienne.

Il a été transporté à l'ambulance du boulevard Poissonnière.

Rue de Vaugrand, des coups de fusil ont été tirés des fenêtres sur les gardes nationaux.

Les maisons ont été fouillées. Dans Montmartre même, on a tiré sur les fédérés.

Les individus ont été pris en flagrant délit et arrêtés dans les maisons d'où les coups de feu étaient partis.

Dans la rue Neuve des Petits Champs, on a lancé des plaques de marbre des fenêtres.

Les fédérés sont exaspérés, ils parlent de brûler la maison.

Ces infâmes, qui assassinent lâchement derrière leurs volets, ne méritent aucune pitié.

A quelque parti qu'on appartienne, on ne saurait assez féliciter de pareils actes.

S'ils avaient le courage de leurs passions, ces indignes iraient dans les rangs versaillais, et là, ils lutteraient au grand jour, poitrine contre poitrine.

Mais ils sont trop vils. C'est la lie de l'empire qui remonte à la surface.

Ils n'ont pas oublié les leçons du maître. Nos lecteurs savent si nous sommes navrés par les fureurs des partis, si nous souhaitons la fin de ces horribles malheurs, si nous sommes l'ennemi des versaillais ; mais pour ces bandits, nous réclamons une justice sommaire et expéditive.

DERNIERE HEURE

L'incendie du ministère des Finances est éteint. Le ministère de la Marine brûle encore.

On nous assure, à la dernière heure, que la gare Montparnasse est en feu.

Les Versaillais auraient gagné du terrain dans le haut de Montmartre.

Ils se seraient avancés jusqu'à la rue Maubeuge et la place St. Georges.

La lutte est très vive de ce côté. Les fédérés, abrités derrière les barricades, se défendent avec vigueur.

On vient de rapporter à l'Hôtel de Ville, le commandant de la légion belge, qui tenait encore dans ses mains crispées le drapeau de la Commune.

Ce citoyen héroïque, frappé de trois balles, a exhalé son dernier soupir en criant : Vive la Commune !

Les barricades se sont élevées partout dans Paris avec une activité prodigieuse.

Nous devons à la vérité de reconnaître que ce n'était pas le plus mal fait.

Dans la lutte suprême, engagée déjà depuis quarante-huit heures, la population parisienne a montré toute l'énergie dont elle était capable ; les enfants construisent des barricades que les pères défendent, et les femmes, les mères elles-mêmes, le fusil à la main, soutiennent par leur parole et leur exemple, le courage des citoyens.

Un bataillon de citoyennes de Montmartre a soutenu aujourd'hui, pendant quelques heures, le feu des Versaillais, et a défendu en même temps plusieurs barricades faites par elles-mêmes, jusqu'au moment où des renforts de gardes nationaux furent arrivés.

Nous avons vu plusieurs de ces patriotes grièvement blessés.

Quelle antithèse entre ces femmes énergiques et ces êtres indignes qui fuissent derrière leurs fenêtres les citoyens qui se dévouent pour la liberté !

La lutte continue à peu près sur tous les points. La réistance s'organise et semble gagner en force. L'attaque, de son côté, devient plus sérieuse.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que des batteries établies aux buttes Chaumont répondent activement aux obus versaillais du Trocadéro et portent la mort dans les rangs des INCENDIAIRES qui ont eu quelques explosions redoutables dans les positions qu'ils viennent d'occuper au milieu des flammes de la grande Cité respectée par les Prussiens.

FAITS DIVERS.

Nous trouvons dans le *National Standard* du 8 Juillet, un article intitulé "La Commune," et signé Wendell Phillips, qui mérite l'admiration de tous les véritables républicains.

M. Wendell Phillips ne s'est pas laissé prendre comme les autres journalistes américains, aux histoires fantaisistes des correspondances réactionnaires émanant des hommes de Versailles.

En vrai philosophe, il a voulu juger la Commune par les causes qui avaient amené sa proclamation et par les actes qu'elle avait faits. Aussi en fait-il l'éloge dont elle est réellement digne, rejetant tout le blâme sur le gouvernement de Versailles qui est le seul coupable dans les désastres que Paris a essuyés.

M. Wendell Phillips nous fait espérer de nouveaux articles, nous les attendons avec impatience ; tout ce qui vient de la plume de l'illustre écrivain est toujours un puissant appui à la cause des colônies.

Il vient de se fonder à la Nouvelle Orléans un club qui a pris pour titre, *Club International Républicain et d'Assistance Mutuelle* ; il se rallie à l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour répandre ses idées, le Club publie un Bulletin mensuel dont nous avons reçu les deux premiers numéros. Entre autres excellentes choses, le premier de ces Bulletins contient un discours sur la Commune, que nous voudrions pouvoir reproduire en entier, nous sommes forcés de remettre à notre prochain numéro pour en donner quelques extraits que nos lecteurs liront avec plaisir.

Dans une assemblée de l'*Internationale belge*, tenue à la Maison des Tanneurs, Grand-Place à Bruxelles, on a voté à l'unanimité la protestation suivante :

Considérant ; que M. Dumortier a jugé à propos, dans une séance de la Chambre, de provoquer une mesure extrême et extra-légale contre les défenseurs des principes proclamés par la Commune de Paris ;

Que, dans une intention évidemment provocatrice et injurieuse à l'égard des Belges qui partagent la manière de voir et qui approuvent les procédés de la Commune de Paris, ledit sieur Dumortier a assimilé ces glorieux défenseurs des libertés et des droits humains et communaux à des assassins, à des voleurs, en un mot, à des gens hors du droit commun et n'étant pas dignes d'être considérés comme hommes politiques ;

Attendu que les actes posés par la Commune de Paris, depuis son avènement jusqu'au dernier jour où elle a pu se soutenir, ont été des actes éminemment politiques et sociaux, ayant pour but ou de détruire les iniquités préexistantes ou d'inaugurer l'ère de la justice dans l'organisation politique et sociale ;

Que si, pour détruire ces iniquités et faire prévaloir le droit, la Commune de Paris en appelle à la force, c'est parce que les adversaires éternels du droit et de la justice avaient eux-mêmes amené la lutte sur le ter-

rain de la force, et que, du reste, après les démarches infructueuses faites à diverses reprises auprès du pouvoir assaillant, il n'est douteux pour personne que la force seule aurait obligé la réaction à céder devant les justes prétentions de la Commune de Paris ;

Considérant que, dans ces circonstances, il est manifeste que les assassins ne sont pas du côté de ceux qui défendent le droit, les principes, la justice et les libertés, mais bien du côté de ceux qui n'hésitent pas à employer les moyens les plus extrêmes et les plus infâmes pour étouffer à jamais les tentatives de revendication ;

Le congrès de l'Association Internationale des Travailleurs proteste de la manière la plus énergique contre les imputations calomnieuses et les excitations mauvaises émanant de M. Dumortier ;

Acclame solennellement la Commune de Paris vaincue momentanément, reconnaît qu'elle a bien mérité de l'humanité entière, et que ceux qui ont combattu pour elle ont droit au respect et aux sympathies de tous les hommes de cœur.

Malgré la défaite de Paris, les socialistes et les internationaux d'Allemagne et d'Angleterre ne s'en montrent pas moins fiers et résolus à tout.

De plus, ils commencent à trouver que ce n'est plus par les grèves qu'il faut lutter contre le capital et contre l'ordre social établi.

A Berlin, les délégués de l'Association Internationale des Travailleurs ont pris, contre les grèves, les résolutions suivantes :

- Considérant ;
- 1° Que les grèves ne peuvent être qu'un remède palliatif sans efficacité durable ;
 - 2° Que l'Association des Travailleurs ainsi que la démocratie sociale n'a pas seulement pour but d'obtenir pour l'ouvrier un salaire plus élevé, mais de supprimer complètement toute production se faisant à l'aide de capitaux ;
 - 3° Que les grèves sont le plus souvent une source de bénéfice pour les fabricants, en ce qu'ils peuvent vendre plus facilement et à un prix plus élevé les marchandises en magasin ;
 - 4° Que les grèves manquent leur but, encouragent les capitalistes et découragent l'ouvrier ;
 - 5° Que l'Association ne saurait venir en aide partout où l'on demande son assistance ;
- Pour toutes ces raisons, la délégation de l'Association des Travailleurs estime qu'il ne faut se mettre en grève que dans des cas exceptionnels, et quand on a les moyens pécuniaires nécessaires pour atteindre le but proposé ; dans ce cas encore, il ne faut jamais agir séparément, mais d'après un plan général embrassant un ou plusieurs pays.

REUNIONS

UNION REPUBLICAINE.

La première section se réunit le second et le quatrième mercredi de chaque mois.

La deuxième section se réunira provisoirement chez le citoyen Debuehy, No. 355 4ème Avenue, le premier et le troisième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir.

Le Comité chargé de la publication du *Bulletin* se réunit dans ses bureaux, 135 Wooster street, où tout ce qui concerne la rédaction et la publication du *Bulletin* de l'Union Républicaine de Langue Française doit être adressé.

Les réunions de la Section de Staten-Island, 3ème de New-York, ont lieu le troisième dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin, au domicile du citoyen Zang, au coin des rues Water et Wright, près le Park, à Stapleton.

ASSOCIATION INTERNATIONALE

La Section française, No. 2 de l'Internationale, se réunit les 1er, 3ème, 4ème et 5ème dimanches de chaque mois, à 9 heures du matin, au No. 100, Prince street.

La Section française, No. 10 de l'Internationale, se réunit deux fois par mois, le 1er mardi à 6 heures du soir, et le 3ème dimanche à 9 heures du matin, au No. 650, 3ème Avenue, entre la 41e et la 42e rue.

Imprimerie sociale, 135 Wooster street, N. Y.

Le com
l'Union R
dont nous
a adopté
Le Bu
publiera e
2ème série
Après
hebdomad
En poli
des Peupl
En éco
vailleu, s
Comme
principes
pratique,
toutes les
hâter l'av
démontrer
sont le ré
confiance
Que la
travail, le
Que t
protéger,
tant le p
devant étr
Que le
classe la
avoir me
de défend
Que de
manciper,
jamais so
capital, il
niser pour
fruits de l
Que la
duire seu
nature en
d'assura
Que la
tous nos
pour les
cation. I
Ce pr
aura rien
publiant
plus sûre
Le for
21 colum
développ
sait qu'ell
Chaque
maître de
soit en A
Il ren
législativ
de guerre
la Comm
Il cont
couvertes
vues litté
pement
citoyen.
Enfin,
nombre d
un feuille
ment et
monde et